

ÉNERGIE, ALIMENTATION, PARTICIPATION CITOYENNE

Et si la transition était principalement une question d'échelle ?

Décembre 2017

YVES PATTE

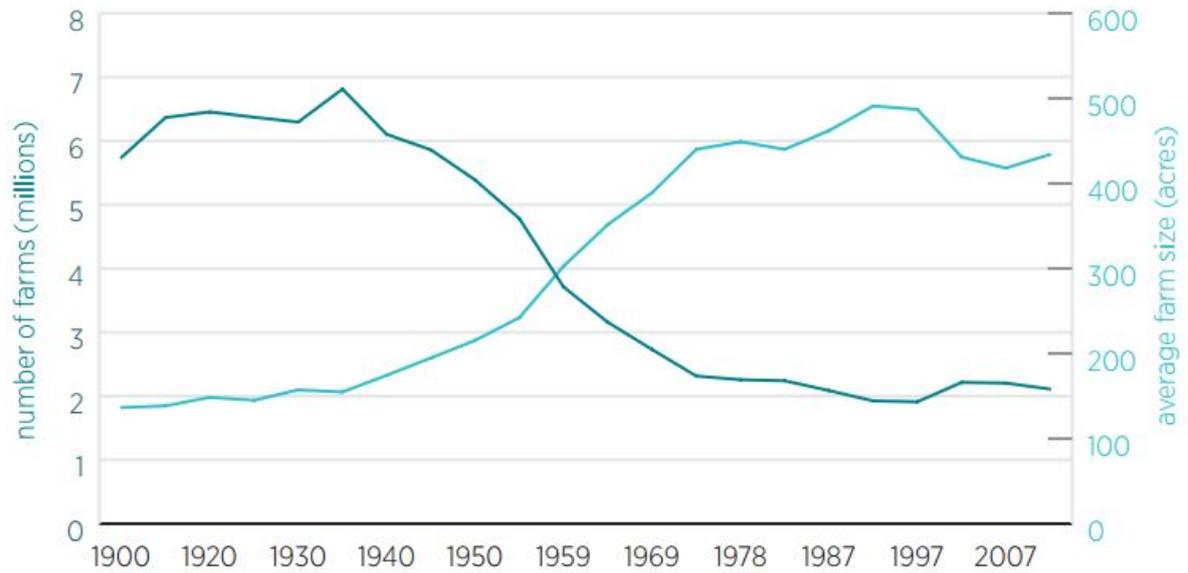
yvespatte@gmail.com

<http://www.yvespatte.com>

Commençons avec l'exemple de l'énergie. Le modèle de production énergétique que nous avons connu depuis la fin du 19^{ème} siècle est un modèle extrêmement centralisateur : une petite minorité qui produit de l'énergie pour une grande population. Ce sont les énergies fossiles qui impliquent cela : les ressources fossiles sont localisées à certains endroits spécifiques du globe et leur transformation en énergie implique d'immenses moyens à mettre en œuvre : mines, puits de forage, *pipelines*, centrales, etc. Cela nécessite, comme l'explique Rifkin (2014), des compagnies intégrées verticalement, et gérées de façon extrêmement centralisées, pour pouvoir contrôler l'ensemble des opérations. Au final, quelques pays exportateurs de pétrole et quelques grosses multinationales produisent l'énergie que des milliards d'êtres humains consomment.

Notre modèle alimentaire n'est pas tellement différent. Le 20^{ème} siècle a été une longue centralisation de la production alimentaire dans les mains d'une minorité toujours plus petite. Il suffit de regarder les statistiques liées à l'agriculture : toujours moins d'exploitations agricoles, mais des exploitations de plus en plus grandes. Cela se confirme, aux Etats-Unis, comme en France, en Belgique ou partout en Europe. Aujourd'hui, une grande partie de ce qu'on mange est produit dans d'immenses exploitations agricoles. Ainsi, la province d'Almería, en Espagne, est devenue, avec ses 30.000 hectares de serres, « le potager de l'Europe » (selon une formule du Monde, 25.06.2007).

FIGURE 1. NUMBER OF FARMS AND FARM SIZE OVER TIME

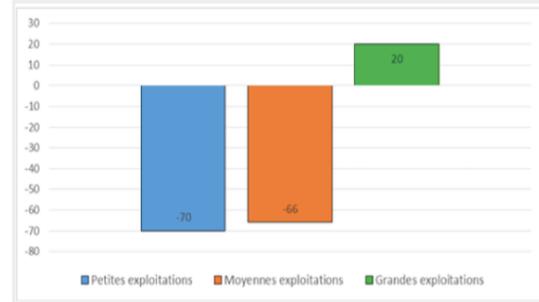


Note: After 1997, the USDA adjusted the figures for coverage.

Source: USDA Census of Agriculture.

| | 1970 | | | 1990 | | |
|--|---------|----------|---------|---------|----------|---------|
| | Flandre | Wallonie | Royaume | Flandre | Wallonie | Royaume |
| Exploitations professionnelles agricoles | | | | 62 % | 38 % | 100 % |
| * nombre | | | 107.395 | 32.865 | 19.968 | 52.850 |
| * superficie moyenne (ha) | 9,4 | 19,3 | 13,1 | 15,8 | 34,8 | 23,0 |
| Exploitations professionnelles horticoles | | | | 94 % | 6 % | 100 % |
| * nombre | | | 10.889 | 6.858 | 443 | 7.332 |
| * superficie moyenne (ha) | 2,0 | 3,0 | 2,1 | 3,7 | 4,7 | 3,8 |
| Exploitations non-professionnelles | | | | 68 % | 32 % | 100 % |
| * nombre | | | 104.092 | 17.618 | 8.405 | 26.039 |
| * superficie moyenne (ha) | 1,2 | 2,4 | 1,6 | 3,1 | 5,9 | 4,0 |
| Total exploitations pour la vente | | | | 67 % | 33 % | 100 % |
| * nombre | | | 184.005 | 57.934 | 29.178 | 87.180 |
| * superficie moyenne (ha) | 5,8 | 13,4 | 8,4 | 10,4 | 25,8 | 15,6 |

Evolution du nombre d'exploitations en France métropolitaine en fonction de leur taille entre 1988 et 2013, en pourcentages



Autre exemple : la plupart des marques que nous consommons (boissons, aliments, etc.) font au final partie des mêmes 3 ou 4

gigantesques multinationales : Mondelez International, Nestlé, PepsiCo, Kellogg's, etc.



Source : <http://kalw.org>

C'est sur cette même échelle, nationale, voire internationale, que la mobilité est pensée : des millions de personnes qu'il faut, chaque jour, véhiculer vers des pôles où tout l'emploi est concentré : autoroutes, RER, lignes de train, de TGV, de bus, etc.

Bref, la société que nous avons connue durant tout le 20^{ème} siècle – appelons-la « industrielle », « étatique », « bureaucratique » – a consisté à centraliser les moyens de production dans les mains d'un nombre toujours plus petit d'acteurs.

Mais... et l'inverse ?

Pour autant, une décentralisation totale serait-elle le bon système ? Est-ce que ça aurait vraiment du sens que nous ayons tous une petite éolienne au fond de notre jardin, des panneaux solaires sur notre toit, pour les moments où il n'y a plus de vent, et une pompe géothermique pour nous chauffer lorsqu'il n'y a ni soleil, ni vent ? Probablement que non. Il est plus intéressant de mutualiser

en partie la production : une éolienne peut alimenter quelques centaines de familles (disons à l'échelle d'un quartier ou d'un petit village), une pompe à chaleur peut alimenter un habitat collectif, et des panneaux solaires sur le toit d'une salle communale peuvent fournir les rues avoisinantes en électricité.

Même chose pour l'alimentation : est-ce que ça aurait du sens que chaque habitant soit autosuffisant, comme s'il vivait en autarcie, c'est-à-dire capable de produire 100% de son alimentation ? Probablement que non : ce qui pousse bien chez mon voisin ne pousse peut-être pas bien chez moi, et inversement. Peut-être que je préfère les fruitiers et lui les légumes ? L'élevage ou le jardinage ? Du coup, échangeons mon surplus de tomates contre son surplus d'œufs, ses potirons contre mon lait, et ainsi de suite. En économie, il s'agit précisément de faire des économies... d'échelle : si j'ai déjà beaucoup de plants de tomates, ça sera facile pour moi (peu coûteux) de mettre quelques plants en plus et de surproduire pour pouvoir échanger, et si mon voisin a un poulailler, ça

ne lui coûtera pas beaucoup de rajouter une poule en plus (en tout cas, moins que moi de construire un poulailler pour prendre une seule poule)... tant qu'on ne retombe pas dans l'échelle inverse, où mon voisin deviendrait le plus gros producteur d'œufs du pays, et moi le plus gros exportateur de tomates.

Et en anthropologie, ces échanges seront au fondement des relations qui feront que nous formerons une société : c'est la célèbre théorie du don et le contre-don, théorisée par Marcel Mauss, et dont Pablo Servigne et Gauthier Chapelle parlent beaucoup dans leur livre « *L'entraide. L'autre loi de la jungle* ».

En matière de mobilité, de même, si chacun reste im-mobile chez lui, ce n'est probablement pas un bon système non-plus. Plus d'échanges, plus de partage, et la nécessité que chacun ait chez lui, 100% de l'équipement dont il aurait besoin pour travailler, même s'il n'utilise cet équipement qu'un jour par semaine. A nouveau, on perd les économies d'échelle qui permettraient de réduire les coûts de production.

Bref, toujours cette question d'échelle : il faut en partie « mutualiser » les moyens de production, c'est-à-dire les mettre en commun afin de minimiser les coûts, mais sans abandonner complètement ces moyens de production à une minorité. « Mutualiser » vient du latin « mutuus » (prêté / emprunté), et forme également le mot « mutuel », qui implique une réciprocité. Mettre en commun les moyens de production ne signifie donc pas les concentrer dans les mains d'une minorité d'acteurs qui pourraient en faire ce qu'ils veulent.

Parce que c'est là que la question de l'échelle devient vraiment intéressante : lorsqu'on y rajoute l'échelle de la décision ! A quel niveau

de centralisation ai-je une capacité d'influer sur le cours des choses ?

Décidons... à 100 millions ?

Quel pouvoir ai-je sur les pays exportateurs de pétrole ? Quel pouvoir ai-je sur EDF, premier producteur et fournisseur d'électricité en France et en Europe ? Quel pouvoir ai-je sur Nestlé, parmi ses dizaines (centaines ?) de millions de clients (le groupe fait 4,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel) ? A ce niveau de centralisation, les décisions sont supranationales et concernent des centaines de millions, voir des milliards de personnes.

Le modèle politique qui correspond à cette échelle de décision doit donc être lui aussi très centralisé : nous élisons des personnes qui nous représentent au niveau national ; parmi eux, certains représentent le pays au niveau européen ; et les représentants européens peuvent espérer avoir une influence dans des traités internationaux qui auront une influence sur le cours du pétrole, les normes en matière d'énergie, ou la production alimentaire.

Une démocratie centralisatrice correspond donc à une énergie, une alimentation, une mobilité centralisées, etc. Dans le modèle industriel, toute décision touchait des millions de personnes. Et n'ayant pas les moyens technologiques de faire participer plusieurs millions de personnes à une décision, le système représentatif était probablement le système le plus adapté.

La participation citoyenne

Mais que se passe-t-il lorsqu'on tend à décentraliser la production, et qu'en plus, les moyens technologiques permettent la

participation plus directe d'un nombre important de personnes ?

Si au niveau alimentaire, je m'approvisionne majoritairement dans une coopérative locale, ou au sein d'une forme de groupement d'achat collectif (AMAP, GASAP, GAC, GAS...), nous sommes quelques dizaines / centaines à décider du prix et de la qualité des aliments, et mon pouvoir décisionnel est bien plus grand.

Si nous gérons, à 10 familles, un potager de quartier qui nous fournit tous nos fruits et nos légumes, mon pouvoir décisionnel sur les variétés qu'on plante et les traitements qu'on utiliserait éventuellement, est bien plus grand que sur le « potager de l'Europe » à Almería.

Si mon électricité provient d'une coopérative locale gérant une éolienne à proximité, ou d'un parc photovoltaïque géré par la mairie de mon village, nous ne sommes que quelques centaines, voire un ou deux milliers à décider.

Et ainsi de suite, vous avez compris l'idée : les énergies fossiles et l'industrie agro-alimentaire, par leur échelle de production, nécessitent un système politique très centralisé et pyramidal. A l'inverse, les énergies renouvelables et l'agriculture locale, par leur production décentralisée, permettent un modèle de démocratie beaucoup plus directe, plus participative, plus horizontale.

La démocratie représentative classique répondait à une double contrainte : quantitative (le nombre de personnes impliquées dans la décision) et technique (l'impossibilité d'impliquer tout le monde autrement qu'indirectement, c'est-à-dire par l'élection toutes les x années, de personnes parlant « en notre nom »). Mais ces deux contraintes tombent.

La contrainte technique ? Tous les jours, nous sommes des milliards à donner notre avis sur tout, d'un simple clic : nous « likons » telle vidéo, nous votons pour tel candidat d'une émission télévisée, nous participons à tel ou tel sondage en ligne. Et de plus en plus d'outils sont créés pour implémenter cette participation à la démocratie : ce sont les Civic Tech.

Pour autant, cette capacité technique ne doit pas masquer le fait que c'est avant tout à une modification d'échelle à laquelle nous assistons, et non uniquement à un changement technologique. Je crois ainsi qu'il est moins intéressant, pour les Civic Tech, de créer un outil pour que 100 millions de personnes se réunissent sur une plateforme en ligne pour décider du prix de l'électricité issue du nucléaire, que de créer un outil qui permettra à 500 personnes de réellement délibérer, au sein d'une coopérative d'énergie renouvelable ou d'alimentation.

De cette correspondance entre l'échelle de production et l'échelle de décision, découlent plusieurs constats et recommandations :

1

Il est impossible de gérer des industries centralisées avec de la démocratie décentralisée : la démocratie locale, participative, directe, ne permettra pas – ou très peu – d'avoir un impact sur la production de pétrole, de gaz, de nucléaire, etc. Une dynamique « bottom-up » ne sera pas effective sur des secteurs « top-down ».

Inversement, vouloir gérer des enjeux locaux avec de la démocratie représentative centralisée crée un sentiment de désappropriation, et creuse le fossé entre les décisions « qui viennent d'en haut » et les gens qui les subissent « en bas ». On entend :

« Ils » ont décidé, à Bruxelles ou Strasbourg, de ce qu'on peut mettre comme produit dans « nos » champs, « ils » ont décidé au niveau national ou régional de mettre des éoliennes dans « notre » village, etc.

L'une des dimensions de la question d'échelle est d'ailleurs celle du « *skin in the game* », c'est-à-dire le fait de subir les conséquences de ses propres décisions. Plus on est dans des échelles de production et de décision centralisées, moins celui ou celle qui décide en subit les conséquences : le Ministre qui décide qu'il y aura un parc éolien au fond de mon jardin ne va pas en subir les nuisances sonores, ni la dévaluation éventuelle du prix de ma maison ; les parlementaires qui décident d'autoriser tel ou tel pesticide dans l'agriculture n'ont probablement pas leurs enfants dans des écoles entourées de terres agricoles, etc. (c'est d'ailleurs comme ça qu'on peut comprendre des tensions entre un élu local et un élu européen pourtant au sein d'un même parti). Pour rappel, les Romains exigeaient que les architectes vivent un certain temps, sous le pont qu'ils avaient construit : *skin in the game. Pilots should be on the plane.*

2

En ce sens, la « transition » n'est-elle pas principalement une transition d'échelle, à savoir une volonté de revenir à une échelle où on a du pouvoir ? Je pense effectivement que les initiatives en transition s'inscrivent dans une logique d'« empowerment », d'« encapacitation » en français : une reprise en main de sa capacité – de son pouvoir – de décider.¹

¹ Voir « Anti-délégation, ou la société de l'Empowerment » à paraître, et dont certaines parties sont disponibles sur mon blog www.yvespatte.com

Qu'est-ce qui prime actuellement ? Est-ce que les gens souhaitent davantage d'énergies renouvelables et d'alimentation locale pour des raisons environnementales... et du coup, prennent davantage part aux décisions qui se jouent sur une plus petite échelle ? Ou est-ce que les gens veulent avant tout récupérer du pouvoir sur les réalités qui les concerne, et que, du coup, cela les amène vers les énergies renouvelables et le commerce local, puisque c'est à cette échelle que cela est possible ?

L'œuf de la réappropriation d'un pouvoir décisionnel ou la poule de l'énergie renouvelable ?

En 1969, Sherry R. Arnstein avait théorisé son « échelle de la participation citoyenne » (« *ladder of citizen participation* ») allant de la non-participation totale (qu'elle appelait « manipulation ») au plus haut degré de pouvoir citoyen (appelé « contrôle citoyen »). Plus récemment, Elizabeth M. Rocha (1997) a proposé une échelle de l'empowerment, basée sur l'échelle d'Arnstein, et dont le sommet est la capacité d'un groupe à influencer sur les institutions et les décisions politiques – ce qu'elle appelle « political empowerment ».

Je pense que c'est cette demande de réappropriation de capacité décisionnelle qui prime sur les préoccupations purement environnementales. On a avant tout peur d'être encore « manipulé ». Et je rêverais d'une enquête qui poserait cette question : préférez-vous acheter un produit étiqueté « bio » dont vous ne savez rien (ni où il a été produit, ni par qui, ni comment) ou un produit sans label « bio », mais dont le producteur local, que vous connaissez, vous assure de vive voix, qu'il n'a pas utilisé de produits chimiques dangereux ?²

² Ce n'est pas l'objet de l'article, mais il y a là également une dimension du « *skin in the game* » : le petit producteur local a bien moins de clients que les gros producteurs du « potager de

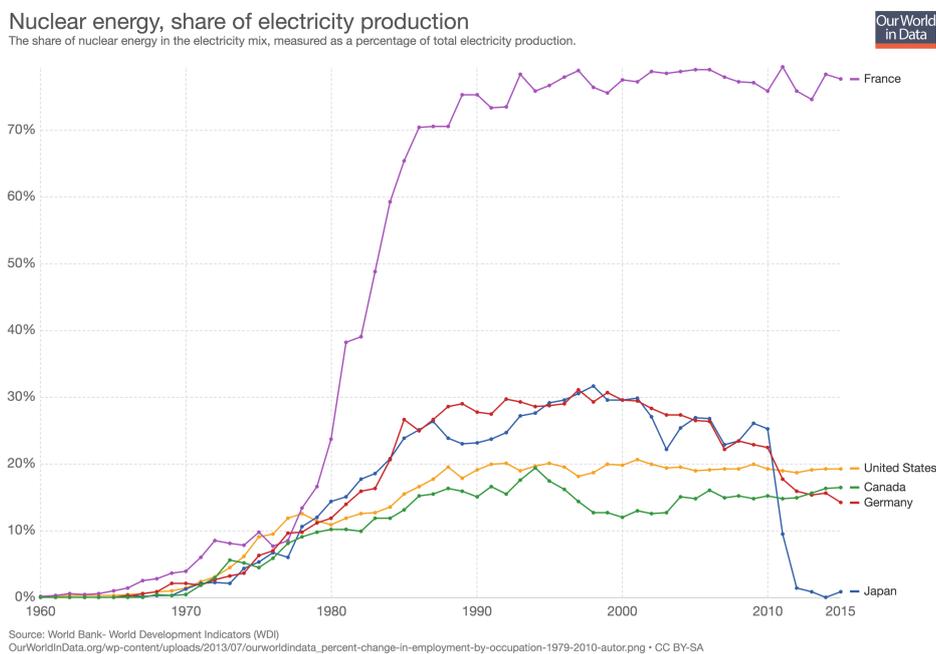
Je rêverais d'une autre étude qui croiserait la proximité objective ou subjective avec le Pouvoir (c'est-à-dire à quel point la personne se sent proche des milieux décisionnels), le capital économique, le niveau de diplôme, et l'opinion sur le nucléaire. Je fais l'hypothèse que plus une personne est proche des milieux décisionnels (ce qui est souvent corrélé au diplôme et aux revenus), plus elle sera favorable à une énergie qui se décide « tout en haut », et cela indépendamment des opinions écologistes que la personne aurait. Dit très simplement : la position qu'on occupe dans le continuum entre le « top » et le « bottom » détermine souvent la propension à favoriser les logiques « top-down » ou au contraire « bottom-up ».

Et peut-être même qu'une question sur la localisation permettrait de se rendre compte que la probabilité d'avoir un avis favorable au nucléaire est inversement proportionnelle à

la probabilité d'habiter à proximité d'une centrale... Rappelons-nous la sagesse de la Rome antique qui aurait exigé que ceux qui ont voté pour le nucléaire habitent au pied des centrales. Ou celle de Ralph Nader, aux Etats-Unis, demandant que ceux qui ont voté pour la guerre y envoient obligatoirement un fils ou un petit-fils.

Savoir si l'énergie nucléaire est une énergie propre n'est pas la question, en réalité. Même si ça ne produit pas de CO2, c'est une énergie dont le modèle est celui des énergies fossiles : très technique, très centralisée, d'intégration verticale, top-down, sur laquelle on n'a aucune emprise. Et ce n'est jamais que lorsqu'une catastrophe arrive avec cette énergie, qu'on se sent le plus dépourvu de pouvoir.

Devinez sur le graphique ci-dessous quel pays a connu une catastrophe nucléaire en 2011 ?



l'Europe » à Alméria et il est en contact direct avec eux. Si l'un d'eux tombe malade à cause des produits utilisés, ou simplement – pensons moins grave – s'il se plaint de la mauvaise qualité des

produits dans le village, l'impact sera beaucoup plus grand, et le producteur risque de se retrouver rapidement sans client.

3

La double question des échelles de production et de décision permet également de poser la question du prix du « bio » d'une autre manière : produire à l'échelle de millions de personnes permet de faire des économies d'échelle, et donc de réduire les coûts, et par conséquent (et théoriquement) de réduire le prix pour le consommateur. Mais celui-ci est un consommateur parmi des millions de consommateurs. Réduire l'échelle de production augmente le coût à l'unité, mais augmente également le pouvoir du consommateur, devenu coopérateur, consomm'acteur, etc. Tout comme il y a un lien entre les échelles de production et de décision, il y a une correspondance entre les coûts de production et les coûts décisionnels. On paye en quelque sorte notre pouvoir d'agir.

4

Si l'on fait l'hypothèse que ce qui prime dans les évolutions sociétales actuelles, c'est cette volonté de reprendre les choses en main, d'avoir son mot à dire, etc., alors la conclusion est que les énergies renouvelables ne pourront s'imposer que dans la mesure où elles s'inscrivent dans une logique participative.

Pour l'éolien, par exemple, tant que l'implantation d'un parc sera décidée par une administration centrale, un Ministre, un fonctionnaire-délégué, les riverains se mobiliseront contre le projet. L'effet NIMBY (Not In My BackYard) est un effet direct du sentiment de désappropriation : quelqu'un d'autre décide de mettre une éolienne au fond de mon jardin.

Et j'ai assisté à assez de réunions récemment à ce niveau-là pour affirmer que c'est

exactement cela qui se passe : lorsqu'un promoteur arrive avec un projet, la première question est toujours : *Quel pouvoir décisionnel avons-nous ?* Et la seconde est : *A qui cela profite-t-il ?* Rappelons-nous que selon l'échelle d'Arnstein, le niveau zéro de la participation, c'est le sentiment d'être manipulé. Lorsque les riverains se rendent compte qu'ils subiront les éventuelles nuisances de ces éoliennes, sans avoir leur mot à dire, et sans en profiter d'aucune manière directe (par une réduction du prix de l'électricité, ou une diminution des taxes communales, par exemple), ils rejettent le projet en bloc. En fait, la question des nuisances est peu importante : est-ce que des éoliennes provoquent des troubles auditifs, visuels, est-ce que cela dévalue le prix des maisons, etc. ? Finalement, on n'a encore que très peu de recul. Par contre, le fait que les riverains – celles et ceux qui sont le plus directement concernés – n'aient aucun pouvoir décisionnel est ce qui constitue le ressort principal des mobilisations citoyennes.

Et cela vaut tout autant pour l'implantation d'un centre commercial, la construction d'un nouveau quartier, la mise en place d'une zone piétonne, ou de tout autre équipement urbain, commercial, immobilier, etc.

Il est donc impératif de ramener les décisions à un niveau local (au niveau de la commune, de la municipalité, des citoyens), si on veut que des projets bons pour la planète aboutissent.

C'est simple, ce qui sauvera la planète, c'est la participation citoyenne, parce que ce sera la seule manière d'aller vers une transition énergétique.

REFERENCES :

Arnstein, S.R. 1969. A Ladder of Citizen Participation, *Journal of the American Institute of Planners*, Volume 35, 4, pp. 216-224.

Rifkin, J. 2014. *La nouvelle société du coût marginal zéro*, Editions Les Liens Qui Libèrent.

Rocha, E.M. 1997. A Ladder of Empowerment, *Journal of Planning Education and Research*, 17, pp. 31-44.

Servigne, P., & Chapelle, G. 2017. *L'entraide. L'autre loi de la jungle*, Editions Les Liens Qui Libèrent.

YVES PATTE
yvespatte@gmail.com
<http://www.yvespatte.com>